

LE GENRE EN QUESTION : POINT DE VUE D'UNE HISTORIENNE

ELIANE RICHARD

15 novembre 2012

Un point de vue

L'idée de cette communication m'est venue il y a un an lorsque François Clarac nous a donné une chronique sur le sujet suivant : *La théorie du genre : la détermination du sexe, innée ou acquise ?* Comme il se doit pour une chronique, elle s'inscrivait dans un contexte bien particulier, celui de la polémique provoquée un mois plus tôt par 193 parlementaires qui protestaient contre un manuel de SVT (sciences de la vie et de la terre) de 1ère, édité chez Hachette, lequel présentait, de façon jugée tendancieuse par beaucoup, la question de l'identité sexuelle dans deux chapitres intitulés : *Devenir homme ou femme* et *Vivre sa sexualité*. Les 80 députés et 113 sénateurs demandaient à ce que la mention de la théorie du genre soit retirée de ce manuel. La presse avait trouvé là, comme souvent, « un os à ronger » et, pour poursuivre la métaphore, avait fait « monter la mayonnaise ». Notre confrère avait évidemment présenté la question du point de vue du biologiste, comme indiqué dans le titre de son intervention et avait conclu de façon nuancée.

Mon propos d'aujourd'hui est à la fois différent et complémentaire

- différent, parce que le contexte n'est plus le même, que le « soufflé est retombé » et que je raisonne donc à froid ; encore que tout récemment le problème se soit à nouveau posé et que la polémique puisse repartir à tout moment. Néanmoins, il n'est pas question pour moi de me positionner dans un sens ou dans l'autre. Loin de toute prise de position sur les données biologiques et psychologiques, sur la sexualité, l'homosexualité, la transsexualité qui ne sont pas de ma compétence, j'adopterai un tout autre point de vue, celui des sciences humaines, de l'histoire en particulier et, pour être encore plus précise, celui de l'historienne que je suis.

- C'est en cela que mon propos est complémentaire. Je voudrais montrer comment le concept de genre qui n'est pas une nouveauté puisqu'il est né en France il y a plus d'un demi-siècle, peut-être opérationnel dans la recherche historique en fournissant une grille de lecture tout à fait pertinente et riche de potentialités. Pour cela, à l'exposé théorique nourri de références aux études françaises et anglo-saxonnes, j'ai préféré une approche plus personnelle, comme le précise le sous-titre de mon intervention : je m'appuierai donc sur mon expérience de femme, d'historienne et d'universitaire aixoise ; en conséquence je parlerai souvent à la première personne.

Pour commencer, je vous propose un petit retour en arrière qui vous permettra d'appréhender l'émergence du sujet femme dans les études historiques, ce qui constitue l'étape préalable à l'apparition de la notion de genre dans cette discipline : sans les recherches sur les femmes, il n'y aurait pas eu de questionnement sur le genre en histoire.

Après quoi, dans un deuxième temps, je vous proposerai une réflexion sur cette notion très sujette à controverse. Le temps m'étant compté, je serai fatalement très succincte, ce qui finalement n'est pas plus mal pour les non spécialistes. Que mes collègues historiens veuillent bien me pardonner ce que mes propos auront d'un peu trop schématique.

I. Le sujet femme comme objet d'étude

Au XIXe siècle, l'histoire positiviste l'ignore

Au milieu du XXe siècle, la nouvelle histoire permet son émergence.

Dans la deuxième moitié du XXe siècle, le mouvement des femmes » le propulse

Sans remonter au déluge, replaçons nous dans les dernières décennies du XIXe siècle quand triomphe le **positivisme** d'Auguste Comte. Jusqu'alors l'histoire était considérée comme une discipline littéraire et enseignée dans les facultés de lettres ; on parle d'histoire classique, d'histoire romantique comme on parle de littérature classique ou romantique. Avec le développement des sciences qui caractérise la fin du XIXe siècle, l'histoire aussi revendique le statut scientifique. Elle définit alors son objet et ses méthodes. Il s'agit de rompre avec une discipline jugée trop subjective. Désormais il faut reconstituer les faits avec la plus grande objectivité et c'est à partir de ces faits indiscutables que l'on pourra établir la trame historique dans un enchaînement logique de causes à effets. Les faits les plus faciles à reconstituer sont bien évidemment les événements politiques, diplomatiques, militaires qui ont laissé des traces dans

les archives et que l'on peut dater avec précision. D'où les noms souvent donnés à cette histoire positiviste, d'histoire événementielle, d'histoire narrative, d'histoire-récit, voire d'histoire-batailles, d'histoire-dates, etc.

Dans cette conception de l'histoire, les femmes sont évidemment peu visibles. Comme l'écrit l'historien Georges Duby : *dans l'ombre du domestique qui ne vaut ni d'être compté ni d'être raconté, [elles sont] l'élément froid d'un monde immobile, l'eau stagnante quand l'homme flambe et agit ... ; éloignées du théâtre où s'affrontent les héros maîtres de leurs destinées, auxiliaires parfois, rarement actrices ..., elles sont le plus souvent sujets, acclamant les vainqueurs, ...éternelles pleureuses dont les chœurs accompagnent en sourdine toutes les tragédies.* De fait, seules quelques héroïnes, quelques reines ou régentes émergent parfois d'un monde essentiellement masculin.

Les choses changent au XXe siècle.

-d'abord avec **l'Ecole des Annales**. En 1929, est créée par le médiéviste Marc Bloch et le moderniste Lucien Febvre une nouvelle revue, *les Annales d'histoire économique et sociale*. Comme son nom l'indique, le champ de l'histoire s'élargit à d'autres domaines. La philosophie marxiste élaborée au siècle précédent commence à imprégner les esprits. Comme vous le savez, elle voit dans l'économie plus que dans le politique le moteur de l'histoire ; par ailleurs, elle véhicule le concept de lutte des classes qui focalise l'attention sur les phénomènes de société. Dès lors l'école des Annales va changer le regard de l'historien en intégrant ces notions dans la construction d'une histoire plus complexe, qui n'est plus réduite à un simple récit où les événements s'enchaînent de façon chronologique mais qui se veut aussi explicative en recherchant les causes, souvent multiples et complexes, d'un événement singulier. Elle y ajoute encore une dimension nouvelle, appelée à un bel avenir, l'histoire des mentalités. *Sur l'économie, retarde le social et sur le social, le mental retarde encore.* Ainsi Marc Bloch résume-t-il le processus historique. Avec l'introduction de ces trois domaines dans le champ de la recherche, les femmes peuvent faire leur entrée dans l'Histoire.

En effet, dans la lignée directe de l'Ecole des Annales, ce qu'il est convenu d'appeler la **Nouvelle histoire** se développe alors dans les Universités au tournant du demi-siècle. A Aix en Provence, où j'ai fait mes études comme plusieurs de mes confrères historiens ici présents, elle s'incarne dans un des « papes de la nouvelle histoire », Georges Duby, qui n'hésite pas à aborder des thèmes peu classiques (je me souviens notamment d'un exposé sur la sexualité du noble qui avait passablement surpris, pour ne pas dire plus, les jeunes étudiants que nous étions). C'est alors qu'un Philippe Ariès publie une mémorable histoire de la famille, que d'autres s'intéressent à l'histoire de

l'enfant, de la sexualité, de l'alimentation, de la vie matérielle, du sentiment religieux, etc., domaines où il est difficile, vous en conviendrez, de faire l'impasse sur les femmes.

Parallèlement, celles-ci, de plus en plus nombreuses à accéder au baccalauréat, commencent à investir l'Université, d'abord comme étudiantes puis comme enseignantes. Depuis longtemps déjà, elles étaient présentes dans les établissements primaire et secondaire, voilà qu'elles accèdent maintenant à l'enseignement supérieur et au monde de la recherche. C'est alors que surviennent « les événements de 68 ». Dans le climat de contestation générale et de remise en cause des idées reçues qui caractérise cette époque, les historiennes sont amenées à porter sur leur discipline un regard critique. Elles constatent le peu de place qui est accordé aux femmes dans le processus historique et s'aperçoivent que l'histoire s'écrit essentiellement au masculin. D'où leur désir de rendre aux femmes du passé leur part de visibilité. « Becoming visible » est un slogan qu'elles empruntent à leurs consœurs américaines car, Outre Atlantique, dès les années 1960 **le mouvement des femmes touche aussi le monde de la recherche**. Des rapports étroits et des échanges se nouent alors entre les chercheuses des deux pays.

Dans ces démarches, l'Université de Provence a été en pointe. Avec ses homologues de Paris, Lyon et Toulouse, et souvent en avance sur elles, elle s'est rapidement structurée dans ce nouveau domaine. Au cours de ce qu'on appelle souvent **les années-femmes** trois créations originales et durables sont à mentionner.

- d'abord en 1975 la création du **CEFUP**, (centre d'études féminines de l'Université de Provence). Il s'agit d'un groupe pluridisciplinaire. La pluridisciplinarité est alors une nouveauté portée par les études féminines à une époque où les disciplines traditionnelles sont encore étroitement cloisonnées ; le sujet femme, lui, doit être envisagé sous tous ses aspects. C'est pourquoi le CEFUP regroupe des femmes mais aussi quelques hommes, de tous les horizons - historiens, sociologues, philosophes, littéraires, juristes médecins, psychanalystes, etc.- et il se donne un double objectif. Premièrement, diffuser à l'université, sous forme de cours généraux, un enseignement sur les femmes principalement destiné à un public non universitaire et qui relevait donc de la formation permanente. Deuxièmement, initier et développer une recherche pluridisciplinaire sur les femmes. Pour cela le CEFUP s'est doté d'une revue le BIEF (bulletin d'information sur les études féminines) qui a paru pendant une dizaine d'années ; il a aussi organisé des colloques et produit plusieurs publications sur *La place des veuves, Les femmes et l'argent, Les femmes et la recherche*, etc.

Il faut rendre hommage à l'Université de Provence d'avoir officiellement reconnu ce groupe qui s'était constitué spontanément en son sein et de l'avoir rapidement intégré dans son organigramme, même si, individuellement, certains universitaires ont longtemps feint de l'ignorer. Je me souviens avec amusement que chaque année quand on établissait les emplois du temps, j'étais obligée de préciser à mes collègues qu'une partie de mon service de formation permanente s'effectuait au sein du CEFUP ; et chaque année, revenait la même interrogation qui se voulait naïve, mais qui ne l'était pas : le CEFUP ? mais c'est quoi le CEFUP ? Sa succession est aujourd'hui assurée par une autre structure tout aussi officielle, le GeFeMe (Groupe d'études Femmes Méditerranée) qui fonctionne au sein de l'UMR Telemme à la Maison méditerranéenne des Sciences de l'homme d'Aix en Provence.

- autre création notable : Aix a été la première université française à inaugurer, toujours en 1975, une filière d'enseignement sur les femmes avec un Deug de sociologie et une unité de valeur de **licence d'histoire**. Tout cela non plus ne s'est pas fait facilement. Par exemple, pour faire accepter la licence auprès de certains de nos collègues historiens il a fallu biaiser, les premières années, et la baptiser histoire de la famille, un thème de recherche alors en vogue et qui sentait moins le soufre. Mais assez rapidement, elle s'est imposée comme **l'UV Femmes** ; elle attirait d'ailleurs un public nombreux d'étudiantes et aussi d'étudiants ; dans ce que nous appelions la foire aux UV, en début d'année, elle était une des premières à atteindre le quota et à être fermée. Elle accueillait aussi nombre d'étudiantes américaines de l'université des femmes de Wesley. Elle fut, et est toujours, un vivier pour la recherche sur les femmes (et aujourd'hui sur le genre) car elle a permis et permet encore à beaucoup de nos étudiants, filles et garçons, de continuer en maîtrise puis en thèse. Leurs travaux ont été précieux pour l'avancement de nos connaissances sur le sujet.

- ajoutons enfin la création en 1989, à Marseille, de **l'Association les Femmes et la Ville (AFV)** par quatre historiennes dont trois universitaires aixoises, membres du CEFUP et pour deux d'entre elles responsables de la licence ; L'association a toujours bon pied, bon œil. Son but était d'écrire l'histoire des Marseillaises. Elle l'a fait à travers plusieurs colloques nationaux et internationaux et de nombreuses publications (que j'ai pris soin de déposer dans la bibliothèque de l'Académie) : par exemple, Germaine Poinso-Chapuis, chère à notre maire et confrère Jean-Claude Gaudin, ou Madame Noilly-Prat, la grande dame du vermouth à la rue Paradis et tant d'autres Marseillaises qui depuis Gyptis ont animé les 26 siècles d'histoire de la ville. L'AFV vient de donner naissance à son dernier bébé qui sera présenté samedi au Carré des écrivains : le *Dictionnaire des Marseillaises* que j'ai le plaisir d'offrir en primeur à l'Académie.

Si Aix a été en pointe dans ces recherches, elle ne fut, bien évidemment, pas la seule. Tous ces travaux menés ici et ailleurs devaient permettre, moins de 20 ans plus tard, de dresser une première synthèse. En 1991, paraissait, sous le double patronage masculin et féminin de Georges Duby et de Michèle Perrot, *l'Histoire des femmes en Occident*. Le but était atteint, les femmes étaient devenues visibles, désormais elles étaient entrées dans l'histoire. Est-ce à dire qu'il n'y avait plus rien à faire ? Que nenni. D'abord, il y a encore et toujours des zones d'ombre qu'il nous faudra explorer, des femmes à ramener à la lumière mais surtout une nouvelle problématique est née : de même que dans les pays anglo-saxons les women studies avaient donné naissance aux gender studies, en France, dans les années 1990, l'histoire des femmes s'est tournée vers la problématique du genre.

II. De l'histoire des femmes à la problématique du genre.

Qu'est-ce que le genre ?

Le genre et la recherche

Le genre et la critique

Il est d'abord nécessaire de **définir le terme**

Les différences qui existent entre les hommes et les femmes sont certes de nature biologique mais aussi sociale. Le sexe fait référence aux différences biologiques qui sont innées, donc naturelles tandis que le genre fait référence aux différences sociales qui sont acquises, donc culturelles. Les différences anatomiques et physiologiques sont une donnée qui n'induit pas forcément un rôle ou un statut social. Par ailleurs, ces derniers présentent des variations dans le temps comme dans l'espace. Le genre renvoie donc à la construction sociale historique, sociologique, culturelle de ce que doit être un homme ou une femme, à la définition de ce qu'une société donnée considère comme le masculin et le féminin.

Le mot genre est la traduction du terme anglo-saxon *gender*. Il apparaît vers la fin des années 1960 sous la plume d'un psychiatre et psychologue américain, Robert Stroller qui travaille sur la transsexualité ; celui-ci considère qu'une personne est à la fois un corps qui constitue son identité de sexe et un moi qui constitue son identité de genre. La formule est reprise et lancée dans les années 1970 par la sociologue britannique Ann Oakley. Puis les féministes anglo-saxonnes qui s'attaquent à une entreprise de déconstruction des codes du masculin et du féminin se l'approprient.

Est-ce à dire que c'est une notion importée ? S'il est vrai que les pays anglo-saxons ont beaucoup écrit sur le genre dès les années 1960, ils n'en ont pas pour autant inventé le concept. Bien avant, dès 1949, dans *Le Deuxième sexe* Simone de Beauvoir écrivait : *on ne naît pas femme, on le devient*. Formule volontairement provocatrice et qui a fait scandale à l'époque mais qui pour la première fois mettait bien l'accent sur l'importance de l'acquis par rapport à l'inné dans la définition du masculin et du féminin.

Dès sa naissance, l'histoire des femmes en France s'est inscrite dans cette perspective et tout en travaillant à rendre les femmes visibles, elle s'est intéressée aussi à la construction des différences entre les hommes et les femmes et aux rapports sociaux entre les deux sexes. Dans sa préface à *l'Histoire des femmes en Occident*, Georges Duby écrivait déjà en 1991 : *Cette histoire se veut celle du rapport des sexes plus que des femmes ;... c'est notre fil conducteur, à savoir une constante interrogation : quelle est, à travers le temps, la nature de ce rapport ? Comment fonctionne-t-il et évolue-t-il à tous les niveaux de la représentation, des savoirs, des pouvoirs et des pratiques quotidiennes ? Dans la cité ? Dans le travail ? Dans la famille ? Dans le public et le privé, division qui n'est pas nécessairement un équivalent des sexes, mais plutôt une stratégie pour en asseoir les rôles et en délimiter les sphères*

L'histoire des femmes en effet s'était imposée, non sans difficultés, mais la communauté historique avait tendance à la marginaliser. Faute de pouvoir l'ignorer, on allait la cantonner, la traiter comme un secteur à part de l'histoire. Comme il existait une histoire ouvrière ou une histoire des domestiques, il y aurait aussi une histoire des femmes. Celle-ci risquait fort alors de devenir un ghetto alors que, à la différence des ouvriers ou des domestiques, les femmes sont présentes partout, dans toutes les catégories sociales, dans toutes les classes d'âge et qu'elles constituent sinon la moitié du ciel (cela, Dieu seul le sait !), du moins la moitié de l'humanité (et même un peu plus semble-t-il). Allait-on réécrire l'histoire du seul point de vue des femmes, sans tenir compte des hommes qui vivent en symbiose avec elles et reproduire ce que précisément on reprochait aux historiens du passé : une vision borgne de l'histoire qui passe sous silence la moitié de l'humanité ? ou allait-on au contraire inciter les historiens, hommes et femmes, à écrire une histoire totale qui regarde le passé avec ses deux yeux, le masculin et le féminin et à s'interroger, chemin faisant, sur la construction et la déconstruction des différences entre les sexes ?

C'est bien évidemment cette deuxième perspective que les études féminines ont choisie ; mais pour la définir le vocabulaire faisait défaut. Les sociologues parlaient en France de rapports sociaux de sexe, une formule très claire, mais fort peu attractive. Le terme anglo-saxon **gender** était plus percutant mais il a mis longtemps à s'imposer sous sa traduction française, le genre. Le

vocable était réservé jusqu'alors au domaine grammatical (un mot est du genre masculin ou féminin) ou à la littérature pour différencier la production, romans, théâtre, poésie ... ou à la biologie pour regrouper les espèces. Appliqué aux sciences humaines, il devenait un néologisme ambigu, que l'on a encore aujourd'hui trop tendance à confondre avec le sexe et qui génère, comme on l'a vu, nombre de polémiques.

Le genre et la recherche

Pourtant, non sans difficultés, les études et la **recherche** sur la construction des différences ou *gender studies* se sont développées en France et ont attiré aussi nombre de collègues masculins. Car ce qui est vrai pour les femmes l'est aussi pour les hommes et on peut facilement renverser la formule, comme le fait la sociologue Margaret Maruani : *on ne naît pas homme on le devient...* *Dire genre, c'est également se permettre de s'intéresser aux hommes, se pencher sur la construction sociale de la virilité.* C'est ce que fait Sylvie Ayrat dans un récent ouvrage sur *La fabrique des garçons*. Mais dès 1992, l'une des dernières publications du BIEF, la revue du CEFUP, s'intitulait *Des hommes et du masculin*. Car le masculin est aussi une construction sociale tout comme le féminin et mérite d'être étudié de la même manière : quel est le poids de l'éducation, de la religion, des stéréotypes, de la reproduction sociale, des mentalités dans les comportements, les rôles et les statuts assignés aux deux sexes, dans le temps comme dans l'espace. Comment hommes et femmes ont-ils été historiquement assignés à des rôles sociaux distincts ? Comment cette construction sociale a-t-elle évolué dans les différentes cultures ou au sein d'une même culture : tels sont les objectifs des études de genre.

Marginalisées au début, celles-ci ont aujourd'hui droit de cité dans la communauté scientifique. Quelques exemples :

- En 1995, le CNRS crée un premier groupe de recherches sur la différence des sexes, le MAGE (marché du travail et genre) qui s'intéresse au problème du point de vue du marché du travail.

- La même année, l'université de Genève ouvre une formation sur le genre, l'UNIGE qui propose *une lecture sexuée du monde social et des rapports de pouvoir qui le traversent*.

- En 1998, la question *Approches sociologiques du masculin et du féminin* est inscrite au programme de l'agrégation des sciences économiques.

- Peu à peu toutes les disciplines intègrent cette problématique. Depuis 2011, à Sciences-Po., les étudiants doivent suivre dans leur cursus général un programme pluridisciplinaire de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre, le PRESAGE, codirigé par l'économiste Françoise Milewski : il concerne aussi bien l'histoire et l'économie que le droit, la sociologie, la philosophie et

les sciences de l'éducation ; le jeu de mot est facile mais il s'impose, ce PRESAGE est un bon présage.

-Cette année 2012 en effet s'est tenu au CNRS à Paris, un colloque intitulé : *recherches sur le genre : recensement, bilan, perspectives*. Le recensement national de ces recherches conduites par le CNRS totalise à lui seul plus de 2000 fiches.

-Aujourd'hui même, au moment où je vous parle, se tient à Aix un séminaire inter-laboratoires de recherches sur *genre et sexualité au prisme des religions en Méditerranée*.

-Le 26 janvier 2013, à Marseille cette fois, l'association *Education et devenir* organisera une table-ronde sur *Genre et éducation*.

-Et en 2013, année de Marseille-Provence-capitale européenne de la culture, le MUCEM prévoit d'organiser un *bazar du genre* où, sous ce titre étrange, nous ne doutons pas que chacun trouve ce qu'il cherche, comme il se doit dans tout bazar.

C'est dire que dans la communauté scientifique ces questions sont aujourd'hui bien intégrées. Comment dès lors expliquer l'ampleur et la violence des critiques dès qu'on aborde ce problème ?

Le genre et la critique

-D'abord par **l'ignorance** et une ignorance profonde. Ceux qui utilisent l'expression *théories fumeuses* pour désigner un champ de recherche labouré par de nombreuses disciplines depuis plus d'un quart de siècle ne sont pas au fait de l'avancée des acquis scientifiques en ce domaine. Les quelques exemples que je vous ai donnés parmi tant d'autres le prouvent. C'est une attitude, vous en conviendrez, qui n'est pas défendable et qui ne mérite pas qu'on s'y attarde.

D'autres accusent les études sur le genre de défendre une **théorie sur la sexualité ou plutôt sur l'orientation sexuelle**. Certes cette tendance existe qui consiste à privilégier le social par rapport au biologique, l'acquis par rapport à l'inné, à prendre en quelque sorte le contre-pied de ce qu'on faisait dans le passé quand on privilégiait la nature par rapport à la culture. Ainsi, loin de tenir pour des données intangibles la différence des sexes, des chercheurs s'intéressent à la complexité de la sexualité humaine, à l'indifférenciation sexuelle et aux normes de l'identité sexuelle : c'est la composante *queer* (bizarre) des *gender studies*, défendue notamment par Judith Butler. C'est cette dimension du *gender* qui était plus particulièrement visée par les critiques que j'évoquais au début de cet exposé. C'est un domaine aux confins du biologique et du psychologique, qui n'est pas de ma compétence et sur lequel, je vous l'ai dit, je ne m'aventurerai pas. Peut-être d'autres que moi pourront-ils ou voudront-ils le faire ?

Reste une troisième critique qui consiste à reprocher aux études de genre de faire du **militantisme féministe**. Qu'il y ait une part de militantisme dans le choix de ce champ d'études, c'est évident et tout ce que je vous ai dit jusqu'ici le prouve. Mais qu'y a-t-il d'original ou de répréhensible à cela ? Comme on ne choisit pas son métier par hasard, un chercheur ne choisit pas par hasard son thème de recherche. Pourquoi certains s'intéressent-ils au syndicalisme, d'autres à la paysannerie, d'autres encore à l'histoire de l'éducation, à celle du protestantisme ou à celle de l'église catholique ? Il serait vain de nier une certaine subjectivité dans l'intérêt porté à tel ou tel sujet ; subjectivité qui d'ailleurs est plus souvent un atout qu'un handicap car il n'est pas mauvais d'avoir d'abord une attitude d'ouverture envers son sujet. Même si tout historien se doit par ailleurs d'appliquer une méthode héritée du positivisme et d'avoir une déontologie qui l'oblige à tendre dans son travail à la plus grande objectivité.

Dire par exemple, en s'appuyant sur des statistiques, qu'une spécialisation des tâches s'est longtemps imposée entre hommes et femmes, que l'orientation professionnelle marquée par les stéréotypes est encore aujourd'hui largement sexuée et qu'elle conduit à une non mixité des formations est une constatation que chacun peut faire ; cela ne relève pas du militantisme, même si cela peut le nourrir, mais du principe de réalité. De même, constater que les rôles masculins et féminins ne sont pas figés de toute éternité mais qu'ils sont évolutifs en fonction des contextes ou des rapports de forces est une évidence : en temps de paix par exemple, les femmes pour des raisons plus ou moins fallacieuses sont souvent été écartées de certaines tâches qu'on leur confie facilement en temps de guerre quand les hommes ne sont plus là pour les assumer. Le militantisme dans ce cas se borne à ouvrir les yeux sur certaines réalités qu'on a souvent occultées. On conçoit que cela puisse déranger en secouant les certitudes et les idées reçues mais toute discipline scientifique doit savoir aussi se remettre en cause.

Un nouveau regard sur le passé

Vous l'avez compris, introduire la perspective de genre en histoire, c'est accepter de porter un nouveau regard sur le passé, un regard binoculaire qui n'épargne aucun des champs de la discipline. Je voudrais pour terminer vous proposer quelques exemples parmi tant d'autres que je pourrais développer. Je les prendrai dans des domaines différents mais en privilégiant la période que je connais le mieux, la période contemporaine c'est-à-dire les XIXe et XXe siècles. C'est alors que triomphe ce stéréotype du partage des espaces, soi-disant fondé sur la différence des sexes, aux femmes, vouées par leur nature à la reproduction, l'espace privé du domestique, aux hommes qui ne se sentent pas liés par la reproduction, l'espace public de la production. *Le Forum et le Harem*, pour reprendre le titre d'une publication du groupe Femmes-Méditerranée à la

MMSH. L'histoire des femmes dans un premier temps et celle du genre ensuite amènent en effet à reconsidérer ce qui est longtemps apparu comme une évidence et qui n'est en fait qu'une construction sociale. Mes deux exemples seront pris dans deux domaines longtemps considérés comme l'apanage des hommes : l'économie et le politique

- **L'économique d'abord.** Il y a une cinquantaine d'années, il était courant d'entendre dire : *maintenant que les femmes travaillent*. Les manuels d'histoire dataient alors de la première guerre mondiale l'entrée des femmes dans le monde du travail. Tout ceci est faux, archi faux.

D'abord parce que bien avant le premier conflit mondial, **des femmes travaillaient aussi dans l'espace public**, c'est le cas des paysannes dont le rôle a toujours été important aux champs comme à l'étable ou au poulailler, c'est le cas des ouvrières dans les fabriques textiles mais aussi dans les mines, c'est le cas des demoiselles de magasins, des institutrices publiques ou privées, etc. Et c'est aussi le cas de certaines patronnes d'industries, en général des veuves, qui ont su s'imposer mais dont on n'a guère entretenu la mémoire. L'une d'elle à Marseille, Madame Noilly-Prat, fut une femme d'affaires remarquable qui a pendant 33 ans dirigé une grande entreprise et accumulé une des plus belles fortunes de la ville. Mais son rôle économique a été occulté au profit de celui de dame patronnesse, plus conforme à l'idée qu'on se faisait alors de la place des femmes dans la société. Quand, il y a quelques décennies, dans un très sérieux séminaire d'histoire économique, j'avais osé avancer que des femmes avaient pu assumer de telles charges, on m'avait objecté que c'était impossible, avec comme argument que celles-ci n'avaient pas alors accès à la Bourse. Argument de mauvaise foi et pour le moins stupide puisque ces entreprises fonctionnaient essentiellement avec des capitaux familiaux.

Par ailleurs, et toujours dans le domaine économique, il est bien connu que **les femmes ont toujours travaillé dans l'espace privé**, à une époque où l'économie domestique tenait une place importante dans la production. Mais est-ce pour autant reconnu ? il a fallu attendre que ces tâches se socialisent et donnent naissance à des métiers autonomes pour que ceux-ci (les métiers) soient pris en compte, par exemple dans le calcul du PIB. C'est le cas de toutes les industries alimentaires, conserveries, salaisons, fabriques de plats préparés, etc. qui n'existaient pas et qui ne sont que la forme socialisée de ce que les femmes accomplissaient dans l'ombre du domestique. On pourrait en dire autant des tâches de service, accomplies au sein du foyer et qui ont donné naissance à des professions parfaitement recensées, employées de maison, métiers de la confection, pressing, infirmières, etc. Comment peut-on parler de la vie économique au XIXe siècle, de l'industrialisation par exemple, en négligeant ces facteurs ? Seule une perspective de genre dans la recherche en histoire

économique peut permettre de mettre en évidence ces réalités oubliées. Et que dire aussi de l'histoire des syndicats longtemps écrite au masculin, sous prétexte que les hommes en avaient interdit l'entrée aux femmes et en dépit du fait que celles-ci avaient pourtant créé leurs propres organisations ?

Mais la grande **exclusion des femmes fut celle du politique**. On peut l'étudier avec ses variantes de la Grèce antique à nos jours et à travers diverses cultures. Je m'en tiendrai, comme annoncé, à l'époque contemporaine qui, je le précise pour les non historiens, commence à la Révolution française.

Les manuels d'histoire comme les discours officiels insistent sur les fondements de notre démocratie et ses principes toujours mis en avant de **liberté, d'égalité et de fraternité**. Pourtant, si les femmes en ont bénéficié, il serait injuste de le nier (elles peuvent par exemple hériter à l'égal des hommes), elles sont d'emblée, au nom de leur nature, privées de certains droits. Sans parler du code civil napoléonien qui mériterait à lui seul toute une communication, elles sont notamment exclues du droit de vote et donc de l'exercice du pouvoir. La déclaration des droits de l'homme se veut universelle ; elle n'est pourtant pas celle des droits de la femme. L'ambiguïté du terme homme en Français, qui désigne aussi bien le *vir* que l'*homo*, entretient une confusion dont on s'est longtemps accommodé. Peu de manuels, peu de discours le rappellent. Certains pourtant, comme Condorcet, ont stigmatisé dans leurs écrits cette *exclusion des femmes du droit de cité*. Mais il a fallu le mouvement des femmes pour ressusciter Olympe de Gouges qui périt sur l'échafaud pour avoir protesté en rédigeant une *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*. Aujourd'hui un lycée de Marseille porte son nom.

Une perspective de genre en ce domaine devrait bousculer bien des idées reçues. Vous avez tous appris comme moi, (et je l'ai même enseigné à mes débuts !) que **le suffrage universel** datait de 1848. Faux ! il était bien universel mais pour les hommes seulement. Pour les femmes, il était bien plus exclusif que le suffrage censitaire de la Restauration et de la monarchie de Juillet qui excluait aussi les hommes les moins riches. Certaines femmes de lettres ont pu s'offusquer, sous la Seconde République, que leur cocher illettré ait désormais plus de droits qu'elles à participer à la conduite des affaires publiques. Le suffrage universel ne date en fait que de 1944 et il n'a été ni octroyé par le général de Gaulle ni donné en récompense aux femmes pour leur participation à la Résistance, comme on le dit souvent. Même s'il y a une part de vérité dans ces assertions, il est essentiellement le fruit d'un siècle et demi de luttes des femmes pour asseoir une véritable démocratie. Certains historiens et certains manuels font aujourd'hui état de ces évidences, c'est que la notion de genre pénètre peu à peu les mentalités.

Si le gender est encore de façon générale la cible de bien des critiques, qui ne sont pas toutes injustifiées, il est pourtant nécessaire de reconnaître sa portée heuristique dans bien des domaines et dans celui de l'histoire en particulier. Quelles que puissent être nos opinions personnelles sur la question du genre, ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain et sachons au moins garder les éléments positifs qu'il nous fournit pour une relecture du passé commun à nos deux sexes.

*